

p.B.73.Afgh.0.-LH/ISE

Berne, le 19 juin 1991

CONFIDENTIELNote à Monsieur le Secrétaire d'EtatKlaus JacobiAfghanistan

Compte rendu des entretiens de MM. P. Bucherer et U. Lehner à Washington, les 18 et 19 juin 1991

1) State Department

- Entretiens avec - Mme Teresita Currie Schaffer (Deputy Assistant Secretary for South Asia)
- M. Edward G. Abington (Director Pakistan, Afghanistan and Bangladesh Affairs)
 - M. David J. Katz (Country Officer for Afghanistan)
 - M. Leonard Scensny (Country Officer for Afghanistan)

La politique américaine à l'égard de l'Afghanistan a pour objectif un règlement négocié de ce conflit; règlement qui devrait aboutir à la mise en place d'un gouvernement acceptable par la majorité des Afghans et au retour du plus grand nombre possible de réfugiés.

Cette politique s'articule autour de deux axes:

- le soutien accordé aux efforts de l'ONU, et
- les négociations bilatérales avec l'URSS en vue de mettre un terme aux livraisons d'armes.

Benon Sevan est visiblement en odeur de sainteté auprès du State Department, ce qui n'a pas toujours été le cas. On lui a, par le passé, reproché d'être trop proche de Kaboul. Ainsi, le State Department prétend s'en remettre entièrement à l'ONU et il soutient cette organisation dans ses efforts visant à promouvoir une solution négociée en Afghanistan. Quant aux différents plans en circulation, les EUA n'en encouragent aucun en particulier.

Le deuxième volet de la politique afghane des EUA concerne leurs négociations avec l'URSS sur la fixation d'une date pour l'arrêt simultané des livraisons d'armes. Or, ces négociations ont commencé il y a un peu moins de 2 ans (septembre 1989) dans le Wyoming et n'ont toujours pas abouti. L'URSS prétend qu'un tel accord doit également inclure les autres Etats concernés (Pakistan, Arabie Saoudite, etc.). Les EUA, pour leur part, assurent qu'ils n'ont guère d'influence sur ceux-ci et reprochent parallèlement à l'URSS de ne pas vouloir fixer une date. Ce manque de volonté serait dû notamment, selon Washington, aux réticences des militaires soviétiques.

Tout en proclamant, d'une part, qu'ils peuvent vivre avec toute solution négociée acceptable par les Afghans eux-mêmes, nos interlocuteurs ont clairement déclaré, d'autre part, que la présence à Kaboul de Najibullah représente le principal obstacle à un règlement politique.

Ils sont en outre sceptiques à l'égard d'une collaboration avec des personnalités afghanes vivant de longue date à l'étranger. Cette remarque vise, cela ne fait guère de doutes, les intellectuels en exil et donc indirectement les plans de paix qu'ils ont ébauchés. D'ailleurs toutes les propositions de réunions, telles que celles que nous avons évoquées jusqu'à présent et qui pourraient avoir lieu en Suisse, les laissent songeurs. En effet, ils estiment que la question du respect des anciens, du niveau de participation et de la facilité avec laquelle de telles réunions peuvent être bloquées sont autant de difficultés qui rendent ces réunions peu prometteuses.

En ce qui concerne Zaher Shah, le State Department ne se fait guère d'illusions. Il doute qu'un appel à l'ex-roi soit lancé ou que celui-ci prenne l'initiative de s'engager.

Nos interlocuteurs ont également relevé l'intérêt de l'initiative des commandants de se réunir en "shura", le rôle utile que les pays islamiques pourraient jouer à une date ultérieure dans le contexte d'un règlement de la question afghane et l'intention des EUA de poursuivre leur aide économique et humanitaire (\$ 60 mio. par année) aux groupes établis à Peshawar.

En ce qui concerne nos propres activités, la State Department nous encourage:

- à ne pas prendre position en faveur d'un plan spécifique car cela pourrait nous rendre suspect auprès des Afghans qui ne le soutiennent pas,
- à coordonner nos efforts avec ceux de Benon Sevan, et
- à agir avec la plus grande prudence.

Enfin, au sujet de votre voyage à Kaboul, Mme. Schaffer a été très claire. "The US is not terribly happy about that". Elle craint qu'une visite à votre niveau renforce, d'une part, la crédibilité de Najibullah et, d'autre part, la position de ceux en URSS qui souhaitent poursuivre le soutien au régime afghan actuel.

Commentaire:

Nous avons ressenti auprès de nos interlocuteurs au State Department une certaine résignation. En effet, ils reconnaissent ne pas pouvoir faire grand chose en dehors de leurs efforts mentionnés ci-dessus pour promouvoir une solution négociée en Afghanistan et ils ne donnent guère de chances à des initiatives développées par certains groupes afghans. Seuls les efforts de Benon Sevan leur semblent méritoires. Et pourtant, l'ambassadeur Peter Tomson, envoyé américain à Peshawar, continue de rencontrer de nombreuses personnalités afghanes de par le monde (Zaher Shah, Mohammad Yussof pour ne citer que ces deux). Serait-il en train de préparer quelque chose? Il est impossible de le savoir.

Quant aux appels à la prudence qui nous ont été adressés, ils témoignent du peu d'enthousiasme dont fait preuve le State Department à l'égard de nos efforts.

2) Congrès

- Entretiens avec - M. Vaughn S. Forrest (F), Chief of Staff du Rep. Bill Mc Collum (R-Florida)
- M. Yossef Bodansky (B), Director, Task Force on Terrorism and Unconventional Warfare
- Mme Nancy E. Soderberg (S), Foreign Policy Advisor, Sen. Edward M. Kennedy

F et B n'ont pas caché la piètre opinion qu'ils ont de la politique du State Department à l'égard de l'Afghanistan. En réalité c'est le Congrès qui a joué un rôle éminent dans cette question notamment grâce à sa volonté de soutenir le combat de la résistance contre Kaboul. Or, le Congrès ne donnera pas son appui à un accord de symétrie négative sur l'arrêt des fournitures d'armes aussi longtemps que l'URSS n'aura pas retiré d'Afghanistan les dépôts d'armes colossaux qu'elle y a constitué.

Le Pakistan représente aux yeux de F et B la principale pierre d'achoppement à toute résolution de ce conflit. L'attitude de ce pays se serait durcie et toute solution qui ne prévoit pas l'arrivée au pouvoir de Gulbuddin Hekmatyar serait inacceptable pour Islamabad. Les Etats-Unis se sentent trompés par le Pakistan.

Quant au ISI, il ne souhaiterait rien d'autre que la mise en place, à Kaboul, d'un gouvernement islamique centralisateur.

Faisant preuve d'une certaine dose de cynisme, F et B se sont même demandés s'il ne serait pas plus opportun que les différentes parties et notamment les commandants continuent à se battre car ils ne décèlent chez elles aucune volonté de trouver un règlement négocié à ce conflit.

D'ailleurs, à leur avis, un tel règlement ne pourra apporter les réponses adéquates à des problèmes aussi fondamentaux que:

- la dépendance de l'Afghanistan vis-à-vis de l'URSS
- le financement de la reconstruction de l'Afghanistan,
- la pérennité des nombreux accords bilatéraux signés par les deux Etats, ou
- les conséquences du retour dans leur pays des nombreux Afghans qui ont étudié en Europe de l'Est ou en URSS et qui sont devenus "farouchement nationalistes".

L'analyse de S est sensiblement plus nuancée. Il y a un sentiment croissant au sein du Congrès que la politique actuelle des EUA a pour effet d'aider les mouvements fondamentalistes afghans - ce qui n'est pas dans l'intérêt de Washington - et qu'il convient dès lors de trouver une solution à ce conflit afin que les EUA puissent s'en dégager. S reconnaît toutefois que l'aile droite du Congrès n'est pas disposée à une telle démarche aussi longtemps que l'engagement soviétique se poursuit.

- 3) Entretien avec l'ambassadeur Robert Neumann (N), ambassadeur américain à Kaboul de 1967 à 1973 et actuellement directeur du programme Moyen Orient au Center for Strategic and International Studies.

N est également pessimiste à l'égard de la position du Pakistan dans toute cette affaire. Il craint que si Islamabad et plus particulièrement le ISI ne changent pas de politique, aucune solution ne pourra être trouvée à ce conflit. Il déplore par ailleurs le manque de volonté des Afghans eux-mêmes qui ne semblent pas être en mesure ou ne pas vouloir sortir de cette impasse.

Enfin, en ce qui concerne les efforts de la Suisse visant à faire démarrer le dialogue inter-afghan, N constate que les chances de réussite sont minces mais que le jeu en vaut la chandelle.

- 4) Entretien avec M. Reinhard Schlagintweit (S), responsable au Auswärtiges Amt à Bonn du dossier Afghanistan.

Les milieux afghans en exil n'ont apparemment pas sollicité les bons offices de la RFA dans le cadre de la mise en oeuvre de leurs plans de paix. S ne craint d'ailleurs aucunement une situation de concurrence entre nos deux pays. Au contraire, il se félicite de l'engagement de la Suisse et reste à notre disposition pour des consultations ultérieures.

Division politique III
Service de la politique de paix

Ulrich Lehner

Copies: SI, GRN, CFR, HC, MAP

Ambassade de Suisse, Washington (en remerciant tout particulièrement M. C. Blickenstorfer de son aide précieuse lors de notre visite)